

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

27^{ème} année - N°5224 - Mercredi 14 Octobre 2026 - Prix : 200 Fc

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ MENTALE :

La parole se libère mais le soin reste hors de portée



Restitution d'une enquête nationale sur la santé mentale, par le ministère de la Santé avec l'appui de l'OMS (ph archive).jpg

NGUZO MSHINDZI 2 :

**117 millions kmf pour propulser
l'entrepreneuriat des jeunes**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

04 Djamadul - Awal 1448

Prières aux heures officielles

Du 11 au 10 Octobre 2026

Lever du soleil:

05h 44mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 32mn

Dhouhr : 11h 58mn

Ansr : 15h 19mn

Maghrib : 18h 06mn

Incha : 19h 21mn



[illegible]

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ MENTALE :

La parole se libère mais le soin reste hors de portée

C'était le 10 octobre la Journée mondiale de la santé mentale. Aux Comores, la date a sonné comme un rappel, les tabous tombent doucement, Ben Ali Khaer, psychologue clinicien le constate dans son cabinet à Moroni. Mais la dépression explose, et les frais restent hors de portée pour beaucoup.

Cette année, l'OMS a choisi un thème qui claque comme une exigence : « Des expériences vécues entendues : de vraies voix, un vrai changement ». La Fédération mondiale pour la santé mentale espère que partout dans le monde, des événements reflèteront ce mot d'ordre tout en soutenant l'initiative de l'OMS sur la désinstitutionalisation. Chez nous, l'injonction sonne très concrètement. Dans son cabinet, Ben Ali Khaer, psychologue clinicien, observe le changement au quotidien. Non, les Comoriens ne sont plus enfermés dans le déni. « La fluidité commence à apparaître », dit-il. Beaucoup comprennent désormais la place de la santé mentale dans la vie d'un homme. Certains poussent la porte d'eux-mêmes, parce qu'ils sont

initiés, savent ce qu'est la psychologie. D'autres sont adressés. Et c'est nouveau : des médecins généralistes, des spécialistes qui longtemps ignoraient le psy, orientent désormais leurs patients.

« On est loin de l'objectif, mais on n'est plus au point mort. On a énormément avancé et ça ne cesse de s'améliorer. » Dans un paysage longtemps saturé de silence, c'est une révolution discrète. Mais de quoi souffre-t-on, une fois la porte poussée ? De ce que vivent plusieurs foyers, notamment la dépression et le stress intense. Le praticien le martèle : ce sont les deux tableaux dominants, générés par un contexte social précaire, un niveau de vie qui exige une résilience permanente. On tient, mais à quel prix psychique ? Et c'est là que le système se grippe. Car le second constat est brutal : le frein n'est plus culturel, il est financier. « Le manque de moyens constitue le frein principal », insiste Ben Ali Khaer. Le soin devient haché, inefficace, puis abandonné. Alors on espace. Une séance toutes les trois semaines au lieu d'une par semaine.

La continuité des soins, condition de toute efficacité thérapeu-

tique, se rompt. D'où son plaidoyer, qui dépasse largement son cabinet. Que doit faire l'État ? D'abord, regarder la rue. Ces hommes et ces femmes qu'on appelle encore « les fous », qui errent dans la capitale, livrés à eux-mêmes, affamés, fouillant les poubelles pour se survivre, exposés à toute forme de danger. « Ce sont des humains », rappelle-t-il. Il faut, en urgence, des centres d'accueil, un toit, une dignité restaurée avant même de parler de traitement. Ce serait, dit-il, « vraiment honorable ». Ensuite, penser plus large : des espaces de parole sécurisés, non-jugeants, où les femmes, les enfants, les hommes en détresse pourraient se livrer, partager leur expérience sans être mal vus. Des lieux où l'expérience vécue, justement, serait entendue. C'est exactement ce que demande le thème 2026 de l'OMS.

Pour rappel, une analyse situationnelle fût menée à Anjouan, Mohéli et Ngazidja dans les trois îles. Présenté le 23 juillet dernier par le ministère de la santé et de la protection sociale et l'OMS, ce rapport a fait l'état des lieux : anxiété (31%) et psychose (24%) en tête. Pointant le coût des psychotropes et



Ben Ali Khaer, psychologue clinicien.

le recours traditionnel comme freins majeurs. Cinq axes ont été alors proposés pour structurer le système. Leur mise en œuvre reste jusqu'à aujourd'hui attendue. La question n'est plus de savoir si les Comoriens ont besoin de psys. Ils en ont

besoin. Reste à savoir si l'État va enfin donner, comme le plaide Ben Ali Khaer, une place centrale à la santé mentale, ou laisser ce nouveau rapport au fond d'un tiroir.

Hamdi Abdillahi Rahilie

NGUZO MSHINDZI 2 :

117 millions kmf pour propulser l'entrepreneuriat des jeunes

Entre formation, incubation et financement, le programme Nguzo Mshindzi 2 entend donner aux jeunes comoriens les moyens de concrétiser leurs idées et de créer des entreprises viables. Doté d'une enveloppe globale annoncée de 117,17 millions de francs comoriens, ce dispositif, financé par l'Agence française de développement (AFD) avec l'appui de la France et mis en œuvre par Comor'Lab et l'ACTIC dans le cadre de la Facilité Emploi 2, prévoit d'accompagner 90 porteurs d'idées en pré-incubation, 50 projets en incubation et de financer 25 initiatives dans les trois îles de l'Union des Comores.

A Mohéli, les bénéficiaires sont notamment formés à la gestion financière, à la formalisation des entreprises et à la présentation de leurs projets devant des partenaires potentiels. L'objectif est de transformer les idées en activités économiques capables de générer des revenus et des emplois durables. Pour y parvenir, Nguzo Mshindzi 2 mise sur le renforcement des compétences des jeunes entrepreneurs, en mettant l'accent sur la gestion des ressources financières et la structuration de leurs initiatives. Pour le formateur Abdou Soimad, cette formation doit permettre aux bénéficiaires de mieux utili-

ser les financements obtenus et de mener leurs projets à terme. « C'est une formation destinée aux jeunes qui ont des projets. Elle vise à les aider à mieux gérer les financements qu'ils reçoivent afin de mener leurs initiatives à terme », explique-t-il.

Au-delà de la gestion financière, les participants apprennent également à formaliser leurs activités, à maîtriser les démarches de légalisation de leurs entreprises et à rechercher de nouveaux partenaires. Une attention particulière est accordée au pitch, une présentation courte et structurée destinée à convaincre un investisseur ou un organisme de financement de

soutenir un projet. Le dispositif couvre plusieurs secteurs d'activité, notamment l'agriculture, la pêche, la transformation des produits, le tourisme, le transport et les nouvelles technologies. Ces domaines représentent des opportunités pour les jeunes désireux de développer des activités répondant aux besoins du marché local et de participer à la diversification de l'économie comorienne.

Déployé à Ngazidja, Ndzouani et Mwali, le programme prévoit ainsi trois niveaux d'accompagnement, depuis la maturation des idées jusqu'à l'incubation des projets et au financement des initiatives retenues. Toutefois, la répartition de

l'enveloppe globale entre les trois îles n'étant pas précisée, aucun montant spécifique ne peut être attribué à Mohéli à ce stade. Le véritable défi reste désormais celui des résultats. Au-delà des formations et des financements annoncés, la réussite de Nguzo Mshindzi 2 se mesurera à la concrétisation des projets, à la pérennité des entreprises créées et aux emplois effectivement générés. Pour les jeunes bénéficiaires, l'enjeu est de transformer cet accompagnement en une véritable opportunité d'insertion professionnelle et d'autonomie économique.

Riwad



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 Mohamed Yousseuf
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad

A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
 Hamdi Abdillahi Rahilie
 El-Aniou Fatima
 Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

AUTONOMISATION DES FEMMES :

L'IFDD visite l'atelier Basawuha pour les femmes à Tsidjé

La ville de Tsidjé a accueilli le 03 octobre dernier la délégation de l'IFDD conduite par Cécile Martin-Phipps pour visiter l'atelier de couture financé au profit de l'ONG Basawuha, projet prioritaire à impact rapide pour l'autonomisation des femmes.

En mission de suivi dans notre pays, l'IFDD y a fait étape, étant ville pilote accompagnée par l'OIF depuis 2017 via l'Initiative "Tsidjé Ville Durable à l'horizon 2030". Pour Kouraichi Said Hassani, expert international de l'OIF, cet atelier constitue la concrétisation d'un projet prioritaire à impact rapide, inscrit dans le Plan local élaboré avec l'appui de l'IFDD. Il contribue à l'autonomisation économique des femmes et des filles, selon le principe de ne laisser personne de côté. Chayma Ibrahim a souhaité la bienvenue à la diaspora, aux notables et à la délégation lors de la réception. Dans son discours, elle a rappelé la tradition de partenariat dont Tsidjé est pionnière : 2006 avec Sarcelles, 2012 avec l'ONG qatarie Ali Bin Qasimy pour la grande mosquée, et surtout 2018 avec l'IFDD, premier partenaire de l'ITVD.

Pour illustrer l'accompagnement, elle a déclaré : « Prenons pour

exemple le financement en 2021 par l'IFDD de l'électrification solaire des voies et bâtiments publics, financement d'un atelier d'apprentissage de couture pour les femmes, le cofinancement d'une citerne publique pour l'eau potable ». Grâce à cette initiative, Tsidjé est devenue référence nationale, invitée à partager son expérience en 2021 avec les communes de Ngazidja et en 2022 au sommet Africités à Kisumu. Elle a évoqué le fonds alimenté par 1000 euros par grand mariage. Le cœur de la journée fut l'atelier Basawuha. Au nom de ses camarades, Roufaïda Ahamada a dit son honneur et sa joie. Avant l'atelier, chacune n'avait qu'un rêve et une passion, mais il manquait la clé essentielle : le savoir-faire, a-t-elle confié. Aujourd'hui : « Nous sommes couturières ! » Sacs, robes et jupes étaient exposés pour l'occasion.

S'adressant à la directrice, elle a affirmé : « Grâce à votre précieux soutien financier, vous n'avez pas seulement financé une structure ou acheté du matériel : vous avez transformé nos vies. Vous avez cru en la jeunesse, en la femme comorienne ». Elle a remercié la ville, Basawuha et la formatrice Armia Ali Said pour sa patience. Cet atelier n'est que le premier chapitre, a-t-elle promis. Dans son allocution,



Cécile Martin-Phipps a exprimé son plaisir et son émotion au nom de l'IFDD, organe subsidiaire de l'OIF. « Merci pour votre accueil chaleureux, votre confiance et votre engagement constant », a-t-elle lancé. Tsidjé a ouvert la voie en montrant qu'une collectivité peut définir sa propre vision.

Elle a rappelé que l'accompagnement visait que la planification débouche sur des réalisations

concrètes. Elle a cité le système solaire alimentant salle de fête, bibliothèque, hôtel de ville, mosquée et centre de santé, et l'atelier avec les vaillantes femmes de Basawuha, espace d'apprentissage autour des vêtements traditionnels. « Ce projet est particulièrement important parce qu'il place les femmes, leurs compétences et leur capacité d'entreprendre au cœur du développement local », a-t-elle sou-

ligné. Outre la formation, il peut contribuer à un tourisme durable en valorisant le patrimoine, avec des créations exposées au salon de l'entreprise. Les femmes deviennent actrices et ambassadrices de l'identité culturelle. Félicitant les autorités et remerciant Kouraichi Said Hassani, elle a appelé à pérenniser ces acquis.

Hamdi Abdillahi Rahilie

OPÉRATION NETTOYAGE À NDZAOUZE

Mobilisation communautaire pour la propreté du littoral



La localité de Ndzaouze, située sur la zone littorale du Parc national de Mitsamihouli-Ndroude, a accueilli une journée consacrée au nettoyage des plages et à la remise de matériels d'entretien aux communautés côtières.

Le littoral constitue un patrimoine naturel d'exception dont les plages, les récifs et les eaux poissonneuses font vivre les pêcheurs, nourrissent les familles et attirent les visiteurs. Cependant, cet écosystème précieux demeure vulnérable face aux menaces quotidiennes de la pollution par les déchets plastiques, de l'érosion et de la pression sur les ressources marines. Pour répondre à ces défis, les autorités privilégient le déploiement de solutions fondées sur la nature, reconnues pour leur faible coût et leur capacité à renforcer la résilience face au changement climatique.

La préservation de la végétation du bord de mer permet notamment de retenir le sable et de freiner l'érosion côtière. Parallèlement, la protection des récifs et des herbiers marins garantit la reproduction des espèces halieutiques tout en défendant naturellement les côtes contre la houle. Dans ce cadre, la propreté du littoral est considérée comme le

levier le plus accessible pour promouvoir l'écotourisme, attirer durablement les visiteurs et générer des emplois ainsi que des revenus au bénéfice des villages de la région. Cette démarche s'inscrit pleinement dans le cadre du projet BGI, intitulé « Conservation de la biodiversité grâce à des solutions fondées sur la nature, piliers de l'économie bleue et verte dans l'Union des Comores ».

Ce projet est mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement chargé du tourisme à travers la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts, avec le soutien financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) et l'appui technique du PNUD. Lors de cet événement, le ministre Abubakar ben Mahamoud, a exhorté la population locale, qualifiée de véritable gardienne du littoral, à faire du nettoyage de la plage une habitude quotidienne et non un simple événement ponctuel. Remerciant chaleureusement la communauté de Ndzaouze pour son accueil malgré plusieurs reports successifs, il a réaffirmé l'ambition commune de faire du Parc national de Mitsamihouli-Ndroude une vitrine exemplaire de l'écotourisme comorien.

Mmagaza

SANTÉ

Des formateurs outillés en communication sur les risques et l'engagement communautaire

L'atelier de formation des formateurs en communication sur les risques et engagement communautaire (CREC) s'est ouvert lundi dernier pour une durée de 5 jours, à l'ex-Cefader de Mdé, sous la présidence du Point focal national en santé animale et directeur national de l'Elevage M. Djounaid Ahamada.

Cet événement s'inscrit dans le cadre des activités du réseau SEGA-One Health et du projet Sécurité Sanitaire Indopacifique (SSIP), financé par l'Agence française de développement (AFD) et exécuté par la Commission de l'océan Indien (COI). Dans son allocution, l'intervenant a salué l'engagement des institutions nationales et des partenaires dans le renforcement de la préparation et de la riposte aux urgences sanitaires. Cette rencontre fait suite aux travaux d'évaluation et de cadrage menés aux Comores en juillet 2026 à la Direction générale de la Sécurité civile. En franchissant cette étape décisive, l'objectif est de doter les acteurs nationaux des compétences nécessaires pour devenir des relais de savoirs et former d'aut-

res agents sur le terrain. Le discours a mis en avant la synergie indispensable entre la santé humaine, la santé animale et l'environnement, au cœur de la démarche « Une seule santé » (One Health).

Face à des menaces transversales, la communication sur les risques ne constitue pas une simple diffusion d'informations en période de crise, mais un outil essentiel pour bâtir la confiance, contrecarrer la désinformation et promouvoir des comportements protecteurs. Par ailleurs, l'engagement communautaire fait des populations de véritables partenaires avec lesquels instaurer un dialogue constructif. Trois priorités sanitaires majeures sont au cœur des apprentissages. Pour ce faire, les sessions de formation vont aborder trois enjeux de santé publique majeurs.

Il s'agit de la résistance aux antimicrobiens (RAM) qui constitue une menace croissante nécessitant un usage responsable des médicaments et la sensibilisation des professionnels de santé, des éleveurs et des communautés, de la fièvre de la vallée du Rift, une zoonose aux répercussions sanitaires et économiques importantes en milieu insu-

laire, où la prévention et le signalement précoce des mortalités animales anormales sont vitaux et du choléra qui comme on le sait est une maladie dont la prévention repose sur l'accès à l'eau salubre, l'assainissement, l'hygiène et la recherche

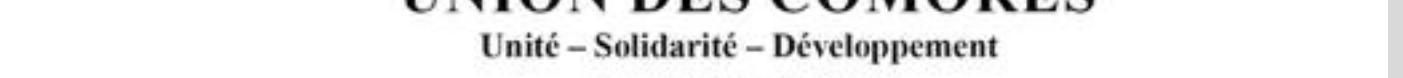
rapide de soins.

Aussi, les participants sont invités à s'approprier les méthodes pédagogiques et les outils pratiques pour diffuser ces connaissances sur tout le territoire. L'objectif visé est de disposer de spécialistes capables de

mener une riposte coordonnée. Après avoir réitéré ses remerciements à la COI, au réseau SEGA-One Health et à l'AFD, le Point focal national a déclaré ouverts les travaux de l'atelier.

Mmagaza





UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET INTERCONNECTIVITE MARITIME DES COMORES

AVIS DE DEMANDE DE COTATION OUVERTE

Pays : Union des Comores

Nom du Projet : Projet Inter Connectivité Maritime des Comores (PICMC)

Numéro de crédit du prêt : IDA-E2000

Intitulé du Marché : DC N°2026/10-01/MTMA/PICMC/MB

Date de l'avis : 06/10/2026

« Demande de Cotation DC N : 2026/10-01/MTMA/PICMC/MB Acquisition, livraison et installation de mobiliers de bureau pour l'Unité de Gestion du Projet à Moroni) »

bureau pour l'Unité de Gestion du Projet PICMC Moroni.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à une demande de cotation telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale daté mars 2025 (« le Règlement de passation des marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations ou demander le dossier de demande de cotation, en précisant le numéro et l'objet de la demande de cotation, aux heures de travail du projet du Lundi au Vendredi de 08 heures à 16 heures ou par email à : connectivitecomoros@gmail.com et copie à rpm.connectivitecomors@gmail.com.

6. **Les offres devront être remises sous pli fermé, avec la mention :**
DC N°2026/10-01/MTMA/PICMC/MB, adressées à Monsieur le Coordinateur du Projet à l'adresse ci-dessous au plus tard, **le mercredi 21 octobre 2026 à 14 heures 30 min (heure locale).**

7. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaiteront être présents, **le mercredi 21 octobre 2026 à 14 heures 35 min – heure locale aux Bureaux du Projet PICMC.**

9. Une garantie d'offre est requise dans le cadre de cette demande de cotation. Le montant de la garantie d'offre est de trois (3%) pourcent du montant de l'offre et peut être fournie sous l'une des formes suivantes :

- Chèque de banque certifié libellé au nom de Projet Inter Connectivité Maritime des Comores
- Caution bancaire (modèle dans la Demande de cotation)

10. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
 **Projet Inter Connectivité Maritime des Comores (PICMC) Union des Comores – Moroni**
Coulée de lave - Route Garage MRIKAOU – Tél : 733 21 63

Actu Yas

Yas

Semi-Marathon



Yas Comores a pris part au semi-marathon reliant Mitsudjé à Moroni, jusqu'à la Place de l'Indépendance. À travers sa présence sur le terrain, Yas a accompagné cet événement sportif et renforcé sa visibilité auprès de la population. Cette initiative s'inscrit

dans la volonté de Yas d'être présent aux côtés des Comoriens lors des événements qui rassemblent les communautés autour du sport.

Animation commerciale Store Digitale



Le 30 septembre, Yas Comores a organisé une animation commerciale au Store Digitale. Cette activation a permis d'aller à la rencontre des clients, de dynamiser le point de vente et de renforcer la visibilité de la marque. À travers cette animation, Yas poursuit sa démarche de proximité avec ses clients en proposant des moments interactifs et conviviaux au sein de ses espaces commerciaux.

Projet Dima Na Ulozi Campagne de sensibilisation à Mohéli



Durant le mois de septembre, plusieurs actions de sensibilisation ont été menées à Mohéli dans le cadre du Projet Dima Na Ulozi. Des tournées et opérations de porte-à-porte ont permis de présenter le projet aux populations et de renforcer sa visibilité sur le terrain.

Formation Sarumaya Anjouan



Dans le cadre du programme Sarumaya, une session de formation a été organisée en salle de conférence à destination des femmes. Cette initiative vise à renforcer leurs connaissances et à les accompagner à travers des sessions de formation adaptées.